

VOTEZ POUR UN GOUVERNEMENT D'UNION POPULAIRE !

**Discours de Jean-Luc Mélenchon
à Marseille, 27 mars 2022**





SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| UKRAINE ET MÉDITERRANÉE | 4 |
| OÙ EST L'URGENCE ET QUI VA S'EN OCCUPER ? | 14 |
| CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LE TRAVAIL FORCÉ | 18 |
| L'ÉCOLE ÉMANCIPATRICE | 24 |
| ON PEUT GAGNER | 30 |
| UNE VOIX QUI MONTE | 36 |

UKRAINE ET



MÉDITERRANÉE





Nous voici, une fois de plus, sur les lèvres fraîches de ce rivage.

Et sentez-vous passer ce petit souffle ? Cette brise ? L'haleine de la bonne mer ? Notre mer commune, de notre civilisation, la Méditerranée !

À l'heure de la guerre d'Ukraine, rien ne souligne mieux qu'ici, qu'un écosystème commun fonde un peuple commun, un peuple humain. Qui, de la pointe de l'Afrique jusqu'au Caucase, est riverain de la même étendue d'eau. Et ceci depuis 9500 ans, quand soudain, la Méditerranée perça le Bosphore et dans un fracas qui s'entendait à des centaines de kilomètres à la ronde se déversa pour former la mer Noire. Puis la mer d'Azov. Et cette trace est restée jusqu'à nous, avec le récit du déluge.

Si bien que, quand je veux dédier notre rassemblement, une fois de plus, à la lutte pour le cessez-le-feu en Ukraine et à la fin de l'invasion Russe, je le fais, me sentant comme vous tous partie commune, partie prenante d'une même humanité. De Tanger à Sotchi, elle parle la même langue d'amour quand il le faut. Et la même langue de peur. Nous y sommes riverains, et voisins de palier, avec la Russie et l'Ukraine.



Les crises à venir

- Alors, c'est aussi le moment de se souvenir de tous ceux liés aux conséquences de cette guerre. Parce que leur approvisionnement en blé, et en aliments de toutes sortes, dépend de l'Ukraine. Et plus singulièrement peut être, au moment où commencent les fêtes que vous savez. En Ukraine, les livraisons par navires sont bloquées en mer Noire. Et les prochaines récoltes et semaines sont rendues impossibles par la guerre.

C'est le cas de l'Egypte, elle en dépend pour 85 %, tout comme le Soudan. C'est aussi le cas de la Libye pour 75%, du Liban pour 60%, de la Tunisie pour 50 %, et du Maroc pour 25 %. Sept millions de tonnes de blé sont ainsi retenues. Ces privations doivent être présentes à notre esprit lorsque nous allons penser au futur immédiat de notre propre patrie. Car elles se joignent aux privations déjà provoquées par les sécheresses hivernales dans le bassin méditerranéen, aussi bien au Maroc, en Espagne, au Portugal en Tunisie et dans tout le Sud de la France. Comme par exemple dans les Alpes-maritimes, où en plein mois de mars est déjà déclenchée l'alerte sécheresse.

- Tout cela annonce au total la survenue d'une ère internationale de sévères tensions alimentaires, humanitaires et sociales. Elles peuvent déchirer toutes nos sociétés. Et alors, ce sera l'heure de se souvenir que la fraternité humaine et la solidarité ne sont pas seulement réservées à quelques-uns. Mais à tous nos frères et sœurs en humanité ! Le réchauffement climatique étant plus fort en Méditerranée qu'ailleurs, il produit une évaporation plus intense. Il annonce ainsi des événements climatiques bien plus intenses, de sécheresses d'un côté et de pluies diluviennes de l'autre. Tout ceci, alors que déjà sur les vingt métropoles du monde menacées par le changement climatique, dix sont en Méditerranée.
- La prochaine présidence française ne pourra plus n'avoir rien à dire, ni rien à faire à propos de la Méditerranée et de l'ensemble des nations et des peuples qui s'y trouvent. Ce sont 700 millions de personnes, dont 150 millions de francophones. Ni les illusions des politiques néo-libérales, promettant toutes les fortunes à quelques-uns en échange de la misère de tous les autres, nos peuples ruinés, nos civilisations dévastées par le règne de l'argent tout puissant. Ni non plus, les politiques racistes ou de mépris pour les autres, ni les guerres de religion, ne permettraient de faire face au défi commun que l'humanité va rencontrer ici.
- **La prochaine présidence française, au contraire, doit donner une priorité aux voisinages méditerranéens. Aux peuples qui s'y trouvent, avec qui nous sommes intimement liés, par nos familles, par nos espérances, par nos poésies ! Nous qui, depuis 3000 ans, tournons en rond autour de cette même mer.** Que ce soit Agamemnon allant à Troie, ou Hannibal surgissant d'Ibérie, il s'agit toujours des mêmes ! Et nous sommes tous parents ! Quels que soient les aléas de l'Histoire et les différences qui nous distinguent les uns et les autres.

“

Ni les illusions des politiques néo-libérales (...) ni les politiques racistes ou de mépris pour les autres, ni les guerres de religion, ne permettraient de faire face au défi commun que l'humanité va rencontrer ici.

”



Nucléaire et Méditerranée

- Il y a pour nous tous, un intérêt commun sur la question du danger imminent du nucléaire. Je veux le dire avant toute discussion, à cette heure, à ce moment même, et parce que nous sommes dans ce contexte de guerre. Il y a 15 réacteurs nucléaires en Ukraine, en plus du sarcophage de Tchernobyl. Plusieurs de ces réacteurs sont situés sur le fleuve Dniepr. Il se déverse directement dans la Mer noire. De là, toute la Méditerranée serait alors contaminée. Et le littoral français n'y échapperait pas, de Sète à Marseille et Nice. Et il faut un siècle pour renouveler l'eau de cette mer. Je le rappelle pour souligner l'urgence des propositions que je fais, et que je mettrai en ordre si vous m'élisez.
- **C'est pourquoi j'insiste de toutes mes forces, sur la proposition que je fais : déployer des casques bleus, sous mandat de l'ONU, en force d'interposition devant les centrales nucléaires Ukrainiennes. Et s'il le faut, et il le faudra, la France proposera ses soldats et son armée pour accomplir cette mission d'intérêt général.**

J'en appelle à la conscience universelle, à une prise de conscience sérieuse de la part de tous ceux qui interviennent dans ce débat et ont à y prendre des décisions. Les conséquences écologiques de la guerre ne peuvent être ni minorées, ni ignorées, dans les décisions à prendre. Dans aucun de ses aspects ! Telle doit être la pensée dominante de notre époque : lier les questions entre elles, plutôt que de les traiter à la va-vite quand elles surgissent sous votre nez.

Oui, je m'inquiète de voir qu'on trouve impurs le pétrole et le gaz criminels de Russie, sans avoir un mot à dire pour le gaz et le pétrole qui dorénavant vont nous être vendus en remplacement. Ce sont du gaz et du pétrole de schiste, considérés en France comme absolument interdits.

- En toute hypothèse, pensant aux circonstances qui nous environnent et aux responsabilités qu'il faudra prendre, **je répète pour que vous votiez en connaissance de cause, si vous vous tournez vers l'Avenir en commun et vers moi : nous serons une Nation non-alignée ! Indépendante !**

Nous serons une Nation non-alignée ! Indépendante !

Capable de se défendre toute seule, sous toutes les formes ! Sans avoir rien à demander à personne ! Et rompant avec la logique qui disait, en latin car cela faisait plus sérieux : *si vis pacem, para bellum*. « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Non ! « Si tu veux la paix, prépare la paix ! ». En effet quatorze conflits de frontières existent encore sur le Vieux continent, et cinq d'entre eux sur les rivages européens ou considérés comme tels de la mer Méditerranée ou de la mer Noire. Ce sont donc des décisions de grande importance, à venir avec notre bulletin de vote.

Ne vous laissez pas illusionner par les vaines agitations, les jeux de petits chevaux politiciens. Réfléchissez sérieusement et profondément, au fait que le monde est au bord d'une guerre nucléaire possible. Et votre patrie aura quelque chose à y dire et à y faire. Vous devez donc élire ceux dont vous pensez qu'ils sont en état d'apporter la réponse que vous voudriez voir apportée à cette situation. Non-alignés ! Souverains ! Indépendants ! Capables de se défendre et capables de proposer sans relâche la paix, et les moyens de la paix. Pas seulement les bavardages, mais les moyens de la paix. C'est-à-dire prendre les problèmes comme ils sont. En parler, proposer d'en parler. Ainsi si les Russes se sentent menacés, même si nous n'aimons rien de ce qu'ils ont fait et condamnons formellement la violence absurde et criminelle de la guerre qu'ils font au peuple Ukrainien, nous sommes d'accord pour parler de sécurité avec eux.

Car nous aussi, Français, nous avons des questions de sécurité à soulever face aux Russes. Nous ne sommes pas d'accord avec le déploiement qu'ils ont opéré sur leur territoire, de missiles de moyenne portée de 500 à 5 000 kilomètres. Parce que nous aussi sommes menacés. Ainsi je vous demande de mettre moins d'émotions mais plus de raison dans le traitement de ce problème.

Urgence sociale

Avant toute chose, comprenons que la cohésion, l'unité de nos sociétés, est le meilleur rempart contre les défis de la violence, de la misère. Tant et si bien que je crois agir contre la guerre et pour le rassemblement des Français quand je dis qu'il faut prendre des mesures d'urgence face à l'explosion des prix qui jettent tant de familles dans la détresse et le désarroi.

Les défaillances d'entreprises pourtant parfaitement viables, la paralysie des salariés retenus chez eux, faute de pouvoir se déplacer pour se rendre au travail : cela aggrave la détresse des familles. L'explosion des prix du gaz, de l'électricité et des produits de première nécessité doit être stoppée.

Il faut bloquer les prix !

Il faut bloquer les prix !

Le Gouvernement de l'Union populaire bloquera les prix, sitôt qu'il sera constitué ! Il les bloquera à la baisse, au niveau où ils se trouvaient quand la première fois je l'ai proposé. C'était l'époque où on m'a ri au nez parce qu'on pensait qu'un euro quarante c'était déjà beaucoup. Et bien nous sommes aujourd'hui à plus de deux euros.

“
Si tu veux la paix,
prépare la paix !”



“

Tout ceci est à portée
de votre bulletin de vote ! ”

Et la preuve est faite que nous pouvons faire autrement, quand on voit comment par exemple, à La Réunion, les prix sont bloqués. Un comité rassemble des syndicats et des gens tirés au sort pour fixer les produits dont le prix doit être bloqué, et ils bloquent les prix de 153 produits de première nécessité. Le gazole, à cette heure, est à 1,31 euro le litre, et l'essence à 1,69€. Qu'on ne me dise pas que ce n'est pas possible, il s'agit uniquement d'appliquer un article du Code du commerce. Il existe déjà et il a déjà été utilisé dans le passé, notamment pour fixer le prix du gel hydroalcoolique et des masques contre la Covid-19.

Puisque le Président Macron est à cette heure au nom de la France, le Président de l'Union européenne, alors pourquoi ne répond-il jamais à la proposition que je fais ? Elle devrait normalement l'intéresser puisque c'est lui le Président de cette Union. Puisqu'aujourd'hui une disposition spécialement absurde fixe un prix de gros et sert de référence pour fixer le prix de l'électricité en Europe. Elle est réglée d'après l'électricité la plus coûteuse de la centrale la moins efficace. Alors, qu'est-ce qui empêche que les Nations d'Europe décident qu'il y aura qu'un seul et unique prix de l'essence sur tout notre continent. Qui serait en état de dire non, aux premiers producteurs, premiers consommateurs, premiers vendeurs du monde ? Ceux-là représentent les 450 millions de citoyens des Nations européennes. **Nous sommes donc en effet en position d'obtenir, si cela est proposé, ce prix unique. Si vous m'élisez, je serai à la suite de monsieur Macron le président de cette Union européenne, jusqu'au mois de juillet. Et vous m'aurez donc donné le mandat de faire cette proposition aux Nations dont l'Union européenne est composée. Tout ceci est à portée de votre bulletin de vote !**

Nous ne parlons pas d'utopie et de rêves abstraits ! Nous avons deux semaines pour le rendre très concret, très immédiat, et le faire entrer dans la réalité.

OÙ EST L'URGENCE ET



QUI VA S'EN OCCUPER ?





- **Alors je vous ai dit, le plus important c'est de rassembler le peuple.** Le peuple c'est le très grand nombre, c'est nous tous ! Divers comme nous sommes, mais communs par nos besoins, ils nous rendent semblables les uns aux autres. Nous vivons dorénavant en état d'urgence sociale.
- D'aucuns disent : « les gens ne s'intéressent pas autant qu'ils devraient à cette élection ! ». Mais il y a des millions de compatriotes, qui sont aujourd'hui murés dans les tâches de survie. Il y a 9 millions de pauvres dans ce pays, 8 millions à l'aide alimentaire, 300 000 sans-abris. Nous sommes, nous tous, leur voix, leur cris, leur porte-drapeaux ! Nous sommes ceux qui ne les avons pas oubliés, pas un seul jour !
- Les sociétés qui résisteront le mieux aux épreuves écologiques, aux chocs de la guerre, sont celles qui seront les plus solidaires. Et ce seront des sociétés qui ne laisseront tomber personne. Alors oui, posez-vous des questions concrètes avant d'aller voter ! Vous autres, tous, qui nous écoutez peut être de loin !
- Qui, à votre avis, va ramener les services publics partout ? Monsieur Macron ? Madame Le Pen ? Non ! C'est l'Union populaire !

- Qui va rembourser à 100% les soins pour ne plus renoncer à se soigner parce qu'on manque d'argent ? C'est l'Union populaire !
- Peuple de la Guadeloupe, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte ! C'est nous, l'Union populaire, qui allons rétablir l'eau potable ! C'est à dire ce minimum à quoi vous avez droit, et dont on vous prive, avec des blablas sans fin, depuis des mois et des mois, et parfois des années. Cela attente à votre dignité de personne humaine et c'est devenu un luxe de prendre une douche dans certains territoires français. Cela cessera !
- Qui va construire des logements pour ceux qui vivent à l'étroit ? Qui va interdire les expulsions sans solution de relogement ? Qui va rénover les passoires thermiques ? Qui va s'attaquer au racisme ? C'est nous ! C'est l'Union populaire !
- Soyez concrets, soyez exigeants, lisez ligne à ligne les programmes et cherchez-y la réponse à votre question. Parce que nous avons travaillé dur, les membres de la France insoumise, puis maintenant le parlement de l'Union populaire. Pour proposer un programme chiffré, argumenté, dans à peu près tous les aspects de la vie telle que nous la menons, nous autres les gens simples.
- Alors, je vais vous dire. Si l'idée est de rassembler, de souder, par nos intérêts communs dans les questions sociales, alors la première tâche aussi, c'est de vaincre la précarité. Car la précarité est un mot savant, pour dire la peur permanente du lendemain. De tous ceux qui ne savent pas ce qu'ils vont devenir la semaine suivante. S'ils vont avoir du travail ou pas. Et s'ils ont du travail est-ce qu'ils le retrouveront après. C'est cette peur que nous allons vaincre, éradiquer, de toute la puissance de nos mesures politiques.

“

Les sociétés qui résisteront le mieux aux épreuves écologiques, aux chocs de la guerre, sont celles qui seront les plus solidaires.”

”

CONTRE LA PRÉCARITÉ



ET LE TRAVAIL FORCÉ



La précarité c'est la peur perpétuelle du lendemain dans son emploi

Il y a dans les trois fonctions publiques 800 000 personnes contractuelles, embauchées et réembauchées. Et ces gens font assez bien leur travail pour qu'on les réembauche d'un contrat à l'autre. Ces gens ont été de plus en plus nombreux à être mis dans cette situation pour habituer les esprits au fait qu'il n'y a plus de statut de la fonction publique. Ils sont 800 000. Et bien voici ce que j'ai à dire : **le Gouvernement de l'Union populaire titularisera immédiatement les 800 000 contractuels de la fonction publique.**

Alors, à ceux qui sont dans cette situation, au lieu de se préoccuper de mon caractère, préoccupez-vous de votre avenir, et choisissez le bulletin de vote qui correspond à vos intérêts. **Je dénonce l'explosion des contrats en CDD à l'embauche** et notamment comme c'est le cas aujourd'hui les 80% d'embauches qu'ils représentent parfois pour moins d'un mois, dans 80% des cas d'offres d'emploi.

- **Nous fixerons des quotas.** Pas plus de 5% de CDD dans les grandes entreprises, pas plus de 10% dans les petites. Je dénonce les records de radiations à Pôle emploi, les plus importants de l'Histoire. Je dénonce le trafic des chiffres de création d'emploi par l'addition des postes d'apprentissage dont 25% des contrats sont rompus avant trois mois.
- Nous ferons **la requalification en emplois et en contrats de travail de ceux qui aujourd'hui se trouvent en situation d'être des auto-entrepreneurs à client unique, ceux qui ont été ubérisés**, de force. Nous avons obtenu par un vote du Parlement, à l'initiative de la députée insoumise Leïla Chaïbi, qu'ils soient dorénavant considérés comme ayant présomption de salariat et de contrat de travail.

“

Si l'idée est de rassembler, de souder, par nos intérêts communs dans les questions sociales, alors la première tâche c'est de vaincre la précarité.

”



- **Le Gouvernement de l'Union populaire interdira le travail détaché en France.** C'est une forme de concurrence déloyale entre les travailleurs, pour la ruine et la misère de tous. Mais aussi pour les petits patrons qui respectent leurs employés. Ils sont en quelque sorte poussés dans cette voie de l'emploi absurde du travail détaché.

La question du RSA

- Enfin puisque je suis sur ce thème de la précarité, je veux vous dire un mot. Un mot d'indignation pour ce qui a été proposé, annoncé, à propos de ceux qui vivent au RSA.
- Monsieur Macron l'a annoncé, il y aura « entre 15 et 20 heures par semaine de travail d'intérêt général, d'emploi ou de stage » pour ces personnes. Vous vous rendez compte qu'il est capable de le proposer ? Il est capable de dire : « *je vais le faire* » ! Et il est entouré d'une cour de Playmobil robotiques, qui l'acclament en cadence. On a entendu des paroles particulièrement offensantes et méprisantes pour ceux pourtant déjà suffisamment accablés par la vie.

- Est-ce que vous vous rendez compte que c'est du travail à 7 € de l'heure, alors que le Smic brut est à 10,57 € ? « *Du travail* » ! Disent-ils. Du travail ? Mais le travail de qui ? Car voyez-vous, il y a 2 millions de personnes au RSA. Cela signifie, à coup de 20 heures par semaine, un million d'emplois à temps complet. De gens aujourd'hui payés avec un salaire et un contrat de travail n'en auront plus, remplacés qu'ils seront, par les forçats du travail inventés par monsieur Macron.
- « *Ah, mais ils seront accompagnés* », disent-ils ! Allez vous faire accompagner vous-mêmes ! Nous n'avons pas besoin de vous. « *Accompagnés* » ? On veut du travail, un salaire ! Pas des accompagnateurs ! Mais puisque vous parlez d'accompagnateurs, sachant qu'il y en a déjà aucun dans 50% des départements ! Alors dites-nous combien vous avez l'intention d'en embaucher, pour accompagner 2 millions de personnes ! Un million ? 500 000 ?



- Tout ça est absurde ! Il s'agit seulement de faire enrager, misérer, galérer encore les pauvres gens. Ils disent 15 à 20 heures. Et pourquoi disent-ils 15 à 20 heures ? Parce que lorsqu'ils disent 15 à 20 heures, vous n'entendez pas 20 heures. Et si l'on vous dit 20 heures, il y a une chose que vous n'entendez pas : c'est 24 heures. Car si cela faisait 24 heures, ils seraient obligés de convertir tous ces emplois forcés en contrat de travail, parce que c'est la loi. C'est pourquoi ils s'arrêteront juste avant. Que croient-ils ? Ils pensent qu'il n'existe pas un inspecteur du travail insoumis ? Ils pensent qu'il n'y a pas un ou une assistante sociale ? On sait tout ! On a tout compris ! On en veut pas ! On vote contre vous !
- Alors voici la meilleure : les voilà la mine enfarinée et la bouche suave... « *Ce seront des travaux d'intérêt général* ». Personne n'a été leur dire que les travaux d'intérêt général sont pour les délinquants ? La pauvreté, ce n'est pas une délinquance ! Monsieur Macron a dit : « *Je ne suis pas pour l'esclavagisme* ». Ouf ! Ouf ! Car s'il l'était, nous serions tous en esclavage ! Mais, alors Monsieur, c'est qu'autour de vous il y a beaucoup d'ignorants ! Même si vous payez cher des agences de conseil ! Personne ? Personne ne lui a dit que forcer quelqu'un à aller travailler, est interdit par les conventions de l'organisation internationale du travail (OIT) ? Personne ne lui a dit ? Et pourquoi ? C'est récent ? Cela vient de se produire ? Nous venons de le décider ? Non ! La convention numéro 29 de l'organisation internationale du travail a été ratifiée par la France en 1937 ! Même moi, je n'y étais pas !
- Cette convention condamne le travail forcé. Elle le définit comme je vais vous le lire. Écoutez bien. Est travail forcé : « *Tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque -comme de se voir retirer son RSA- et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré* ». Donc si vous êtes au RSA, si quelqu'un réussi à vous retrouver, et vous dit « *Toi, là-bas, tu vas aller faire 20 heures de travail d'intérêt général* » et vous répondez « *Je vais y réfléchir* ». Ils vous enlèvent le RSA ! Et vous pourrez sortir la convention 29 de l'OIT et dire « *Ça, c'est de l'esclavagisme* ». Et pourtant, monsieur Macron a dit qu'il n'était pas esclavagiste !



L'ÉCOLE



ÉMANCIPATRICE

Ici, il y a des Marseillais. C'est ici que monsieur Macron vient faire ses expériences. Il vous promet des sous, vous avez le droit de les prendre. C'est toujours ça de pris, si vous en voyez la couleur un jour. Mais ici il est venu faire une expérience. Je la désapprouve absolument et complètement. Il s'agit d'essayer, ici à Marseille, que chaque école primaire soit un établissement géré en concurrence avec les autres et dont on devrait comparer les performances.

Alors là, monsieur Macron, c'est trop. Parce que le bon peuple et les braves gens sont prêts à supporter beaucoup. Et on leur en a fait beaucoup. Mais vous ne touchez pas à nos enfants ! Vous ne menacez pas le futur, incarné par nos enfants !

Nous tous, avons connu la peine de nos parents, se sacrifier pour nous, faisant des efforts sans trêve. Je me souviens de la joie qui illuminait le visage des miens lorsque je suis venu avec le baccalauréat. J'étais le premier bachelier de ma famille. Comme j'ai été ensuite le premier licencié. Je dois tout à l'école publique ! Aux maîtresses et aux maîtres. Ils font notre éducation.

Mais ceux-là veulent tout transformer en argent. Ils se sont dit : « ces gens ne peuvent vivre sans être instruits, alors pourquoi leur donnerait-on gratuitement ? On va les faire payer ! ». Et ils se sont organisés méthodiquement, d'année en année, pour transformer le système de l'école publique, en un chaos qui déjà frappe l'université. On y a instauré cette absurdité des établissements universitaires en concurrence les uns avec les autres. Et les comités de discipline ne choisissent plus les maîtresses et les maîtres.

Ils ont commencé à installer une barrière à la porte d'entrée, alors que le bac était le premier diplôme universitaire. Ils ont inventé Parcoursup. Et puis ensuite est arrivé monsieur Hollande, il a mis le désordre au collège, laissant 20 % des cours à la discréction de chaque collège. Donc si vous ne savez pas, alors vous saurez encore moins. Car on ne comprend rien. On ne sait pas ce que font au juste nos enfants, ni pourquoi ils le font plutôt qu'autre chose. Et ensuite, ils ont mis le même désordre au lycée, grâce à monsieur Blanquer. Il a fait 66 bacs différents. Vous entendez ? Il a fait 66 bacs différents ! Ceux qui trouvent que 42 régimes de retraite c'est trop, trouvent que 66 régimes de bacs, ça, c'est bien ! À bas !



On a compris ! Maintenant c'est à l'école primaire qu'ils s'attaquent. Vous êtes prévenus ! Vous êtes prévenus ! Rien ne les arrêtera, si vous ne les arrêtez pas !

Monsieur Macron a dit ceci : « Je veux des écoles où on pourra donc adapter, repenser les projets d'apprentissage, les rythmes scolaires, les récréations, la durée des cours, les façons d'enseigner... ». Chacun fera comme il le sentira. Et le même avait dit, au plus grands, à ceux qui se préparent à aller à la fac, ou qui s'y trouvent déjà : « On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants ».

- Et après, j'en connais certains qui vont encore dire « Ah, ce sont tous les mêmes... On ne va pas aller voter... On ne sait pas... On a rien compris... ». Réfléchissez !



- Oui, on va gagner. Et le lendemain, ce sera la fin de Parcoursup. Ensuite, nous allons recruter les enseignants dans des écoles professionnelles de l'enseignement, dès le bac et dès la licence. Pour que les enfants du peuple aussi puissent être instituteurs et professeurs au collège. Dans les familles où l'on a pas de quoi payer des études jusqu'à bac +5, comme c'est le cas aujourd'hui. Je veux que les instituteurs ressemblent aux enfants et au peuple français. Pas un tout petit groupe social qui peut payer des études supérieures à ses enfants.
- Des programmes identiques dans toute la France. Le baccalauréat : zéro contrôle continu. Tout en diplôme national. Je ne veux pas qu'un seul enfant de France, après avoir eu son bac ou après avoir eu sa licence, se fasse regarder de travers. Qu'on lui dise « Ah oui ? Tu as eu ton bac ? Dans quel lycée ? A quelle adresse ? Dans quel quartier ? ». Voilà ce que nous ne permettrons pas. Et nous l'avons parfaitement compris, c'est cela qu'ils veulent faire. Alors, si je vous dis tout ça, ce n'est pas seulement parce que, comme vous tous, dès qu'il s'agit de la génération suivante, j'y pense avec émotion. Mais aussi parce que je suis l'héritier d'une longue histoire, dont je suis issu. Celle du mouvement ouvrier de ce pays. Et la France a établi par un système particulier un modèle spécial, il n'existe qu'ici. On peut le qualifier,

comme le dit la Constitution, de République sociale. Les diplômes, mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, ne sont pas tout, bien sûr ! Et comme j'ai été ministre de l'enseignement professionnel, j'ai fait que dorénavant vous puissiez valider les acquis de l'expérience. Cela permet que votre application au travail puisse avoir valeur de diplôme.

- Mais ne méprisez pas les diplômes ! Les diplômes c'est ce qu'on met dans les conventions collectives, signées entre les syndicats ouvriers, salariés, et les syndicats patronaux. Quand vous avez des diplômes, vous pouvez fixer pour chaque niveau de diplôme, une valeur du salaire et du travail. Du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) au Brevet de technicien supérieur (BTS) et pour tous les autres diplômes professionnels de même. Défendez bec et ongles la valeur nationale des diplômes. Refusez la mauvaise farce de cette éducation à la carte. Une seule valeur ! Le savoir, l'éducation, mis en partage gratuitement. Voilà tout ce que nous défendons, nous, l'Union populaire. Alors si vous voulez une école à la carte, les programmes à la carte, et seuls les enfants de riches qui peuvent faire des études, allez voir les autres. Mais si vous voulez l'école unique pour tous les enfants de France, alors votez pour moi. Parce que vous aurez compris que la seule richesse de la France, c'est le savoir, c'est l'intelligence ! Ce sont les arts, les lettres !
- Alors je lis que certains, me voyant, et en lisant les sondages, disent être glacés d'effroi. Ils font des cauchemars. Et bien, chacun son tour ! Oui, vous avez raison de faire des cauchemars. Car je vais vous faire les poches ! À 12 millions d'euros d'héritage, on donne tout aux jeunes gens de ce pays, pour qu'ils étudient. Pour qu'ils étudient sans avoir besoin d'aller en même temps travailler. Non seulement à la fac, mais la perle et la prunelle de nos yeux : les élèves des lycées professionnels, du CAP jusqu'au BTS.

“

*La seule richesse de la France,
c'est le savoir, c'est l'intelligence !*

”

A dark, grainy photograph of a protest scene. In the center, a person is speaking into a microphone. A banner with the text 'ON PEUT' is visible in the background. The overall atmosphere is somber and focused.

ON PEUT

GAGNER





Ils rêvaient d'une élection bien tranquille. Elle se finirait comme ils l'espéraient, c'est-à-dire comme d'habitude. D'un côté, monsieur Macron ! C'est annoncé depuis des mois. De l'autre côté, madame Le Pen. Alors le premier tour aurait été une sorte de formalité administrative. On embête tout le monde avec les 500 signatures, et puis enfin on se retrouve entre gens de bonne compagnie.

Pour un deuxième tour *low cost*. D'un côté, l'actuel propriétaire des lieux et ses amis. De l'autre, l'héritière de la firme familiale après qu'elle se soit débarrassée du doberman monté sur la table. Et le système est content ! Le système est content ! Je ne confonds pas monsieur Macron et madame Le Pen. Je ne dis pas cela. Je sais aussi qu'il y a une différence de plus . Monsieur Macron, c'est le programme économique de madame Le Pen, plus le mépris de classe. Madame Le Pen c'est le programme économique de Macron, plus le mépris de race !

“

Monsieur Macron, c'est le programme économique de madame Le Pen, plus le mépris de classe. Madame Le Pen c'est le programme économique de Macron, plus le mépris de race !

”

Ce n'est pas une alternative ! L'un et l'autre sont d'accord pour laisser aller la spéculation sur les prix puisque l'un et l'autre sont contre le blocage des prix. L'un et l'autre sont pour la retraite à 65 ans, tous les deux. Et leur cauchemar, c'est nous ! Parce qu'avec nous, c'est la retraite à 60 ans ! Les deux sont d'accord pour geler le SMIC, et nous nous sommes pour le faire passer à 1400 euros nets.

Les deux sont d'accord pour augmenter votre salaire avec votre argent. Ils suppriment des cotisations sociales, c'est votre salaire. Ils vous les donnent en salaire net, et puis après il faut bien payer ! Et vous le paierez avec votre impôt. C'est une trouvaille ! Les deux sont d'accord avec cette invention grotesque. Au départ, c'était seulement une trouvaille du père Le Pen. Et tous deux sont d'accord pour baisser ce qu'ils appellent les « impôts de production ». Alors bien sûr, les impôts de production, tout le monde le sait, l'État s'en empare. Pour le jeter sur le sable de la Méditerranée et le faire disparaître. Non ! Les impôts payés là servent à faire des rues, à faire de la lumière. Ils servent à faire des écoles, à ramasser des déchets, à les traiter... Nous avons besoin de cet argent. Alors on ne les payerait pas au point de départ, c'est-à-dire dans la production, où se perd l'ensemble des échanges et la création des richesses. Donc où va-t-on les prendre, s'il vous plaît ? Dans vos poches ! Voilà, ce qu'ils ont prévu !

Les deux sont d'accord avec la même mine pour relancer le nucléaire. J'admetts qu'on puisse ne pas penser comme nous, pourquoi pas. Parlons-en. Mais quand même, nous sommes au XXI^e siècle, il y a déjà eu Tchernobyl et Fukushima. Au minimum pourraient-ils nous dire ce qu'ils comptent faire pour faire face au danger, quand vous avez déjà 17 centrales arrivées au bout de leur existence prévue de 40 ans, et qui pourtant continuent à être exploitées. Au minimum pourraient-ils nous dire une fois, une seule fois pour qu'on l'entende, au moins pour que l'on s'endorme pro-nucléaires rassurés, ce qu'ils vont faire avec les déchets d'une durée de plus de 100 000 ans. Qu'est-ce qu'ils comptent faire ? Ils ne vous le disent pas ! Ils disent mot pour mot, monsieur Macron : « 6 centrales nucléaires nouvelle génération ». Madame Le Pen : « Je construis six EPR - c'est la même chose - et je rouvre Fessenheim ».

L'un et l'autre veulent continuer les pesticides et l'agriculture chimique. Vous n'avez pas encore bien compris l'ampleur de la catastrophe. Dans 99% des urines des Français on retrouve du glyphosate. Dans 90% des rivières françaises, on retrouve des pesticides. Et maintenant les microparticules de plastique que vous absorbez en vous nourrissant de poisson ou d'animaux. Eux-mêmes ont absorbé de l'eau dans laquelle il y avait ces micro-particules, et elles se retrouvent dans votre sang.

C'est la raison pour laquelle la politique de santé de l'Union populaire sera une intense politique de prévention. Et c'est la même chose de vouloir interdire le glyphosate et de traiter correctement les gens. Contre les épidémies de diabète, contre l'obésité, contre les cancers de toutes sortes. Ils sont le résultat direct de la pourriture de l'environnement.

L'un et l'autre veulent que ça continue ! Et madame Le Pen, en caressant un chat, nous dit "dans un monde idéal, il ne faudrait pas de produits phytosanitaires". Et voyez que cette dame est bien brave ! « *Il n'en faudrait pas, mais on en a besoin ! On ne peut pas les supprimer* », dit-elle.

Ils se fichent de nous ! Il n'y avait pas d'agriculture, avant d'avoir ces produits ? La France n'était-elle pas souveraine, pour se nourrir elle-même, avec son agriculture ? Vous avez besoin de toutes ces saletés pour faire pousser des choses que vous vendez à l'export. Et vous le faites d'une manière irresponsable.

Parce que nous autres, les êtres humains, nous venons d'affronter la Covid-19. Et l'on se dit que peut être vont-ils réfléchir avant de fermer des lits à nouveau. Peut être vont-ils réfléchir pour traiter les facteurs de comorbidité. Peut être vont-ils réfléchir à rouvrir des lits d'urgence.

Alors on se dit « peut être » vont-ils le faire. Mais moi je vous dit « sûrement pas ». Car jamais ils ne renonceront à transformer en argent même la maladie. Le besoin de soin. Vous savez pourquoi je vous dis ça ? C'est parce qu'ils sont hallucinés par une vision du monde et de la vie dans laquelle l'argent est tout. D'après eux, la cupidité est le moteur de l'histoire humaine.

Mais voyez-vous dans ce pays, il y a déjà eu, une fois, une grippe aviaire. Elle a conduit à devoir tuer des millions d'animaux. Non qu'ils ne soient pas mangeables. Non. Juste parce qu'ils n'étaient plus exportables. Il y a eu une crise, et tout le monde a croisé les doigts pour que le virus ne passe pas des bêtes maltraitées comme elles le sont, empilées dans des conditions aussi abjectes. Nous supprimerons les soi-disant « fermes-usines », c'est-à-dire les élevages concentrationnaires des animaux. D'abord par respect pour nous-mêmes, êtres humains. Nous sommes dans le vivant au sommet de la conscience, de ce que nous savons et de ce que nous ne savons pas.

Mais aussi parce que c'est un danger. Ces exploitations, ce sont des bombes. Car les virus passent des animaux sauvages aux animaux domestiques et ensuite aux humains. Il y a déjà eu une crise de grippe aviaire. Il y a déjà eu une deuxième crise de grippe aviaire et ils n'ont rien fait. Il y a eu une troisième crise de grippe aviaire et ils n'ont toujours rien fait. Il y a eu une quatrième crise de grippe aviaire et ils n'ont rien fait. Et nous en sommes à la cinquième, et dix millions de ces pauvres animaux ont dû être abattus. Juste parce que les importants n'ont rien prévu, rien pensé. Et comme d'habitude, ils attendent d'avoir le nez dessus pour se rendre compte des problèmes.

Ne leur faites aucune confiance, utilisez votre bulletin de vote, dégagez-les.

Et si parmi eux l'un est contre, qu'il soit capable de venir ici ou ailleurs, dans un débat pourquoi pas, dire « Ah, nous avons pris les bonnes décisions concernant la grippe aviaire. Et d'ailleurs voyez comme nous nous sommes brillamment illustrés, sur la Covid. Regardez la pagaille que nous avons semée partout. Est-ce que la vie n'est pas pleine de surprises, grâce à nous ? ». Oui, telle est la situation réelle de la France. Tels sont les problèmes dont on meurt tous les jours. Davantage que de n'importe quelle autre question. L'argent tue la société, il la détruit, fragmente les relations humaines. L'appétit d'argent, le goût pour la cupidité, plutôt que pour l'entraide !

Alors nous, fièrement, sans jamais baisser les yeux, nous qui pendant toutes ces années avons tenu tête, nous disons que nous vivons pour opérer une rupture majeure. C'est-à-dire que pour changer ce qui ne va pas dans ce pays, il faut tout changer. Nous voulons une société d'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature. Oui, c'est un projet de société. Oui, c'est une rupture. Oui, c'est une manière d'enfin séparer le capitalisme de l'État, enfin séparer la cupidité du reste des motivations humaines. Voilà ce que nous allons faire, et nous savons par quel bout commencer et par quel bout continuer. Il y a un programme parfaitement bien organisé.

“

Pour changer ce qui ne va pas dans ce pays, il faut tout changer. Nous voulons une société d'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature. Oui, c'est un projet de société.

”

UNE VOIX



QUI MONTE



Comme je vous l'ai dit, ils avaient prévu leur petite élection tranquille. Arrivés au deuxième tour, on aurait vu surgir, le choeur effaré, de tous ceux qui, constatant cette abomination, seraient venus vous dire leur indignation face au risque de l'extrême droite. Et ils espèrent bien y arriver encore. Et vous appeler à faire la chasse à ceux qui ne veulent pas donner de consigne de vote.

La main sur le cœur, le roi des castors qui font des barrages vous appellera à faire barrage. Et tout le poulailler lui pardonnera d'avoir plumé la volaille pendant cinq ans. Sans oublier les malins à qui cette comédie permettra de se rallier à Macron sans que ça se voit de trop. Nous connaissons tout cela. Alors écoutez-moi bien. Si réellement vous avez l'intention de faire barrage au second tour, j'ai une proposition plus intéressante à vous faire. Faites barrage dès le premier tour, en votant pour nous !

Votez pour l'Avenir en commun !

Votez pour moi !

Si nous sommes présents à ce deuxième tour, il leur arrivera en toute hypothèse et quoi qu'il arrive ensuite, ce que nous avons dû subir depuis que monsieur Le Pen est arrivé une fois au second tour. C'est-à-dire 20 ans de débats insupportables. Plus de 30 lois sur la sécurité, le terrorisme, l'immigration, que sais-je encore. Un blabla sans fin de haine religieuse, de groupes humains montrés du doigt, d'obsessions paranoïaques. À vouloir filmer tout le monde, ficher tout le monde, observer tout le monde. Regarder la couleur de peau de chacun.

Assez ! Nous, on vous parle de ce qui nous importe ! Du changement climatique, de l'éducation des enfants, de la santé, du monde ! Manger autrement, inventer autrement !

Voilà, ne doutez pas un instant. Nous sommes majoritaires dans le cœur des Français. Pourquoi ? Parce que neuf français sur dix sont pour des retraites au minimum au niveau du SMIC. Comme nous ! Neuf français sur dix sont pour interdire le glyphosate dont je vous ai parlé il y a un instant. Huit français sur dix sont pour le SMIC à 1 400€, comme nous ! Sept français sur dix sont pour la retraite à 60 ans. Six français sur dix sont pour sortir du nucléaire. Six français sur dix sont pour la 6ème République, comme nous.

Alors, votez pour vos idées !

Mes amis, nous autres de la famille de tortues, nous sommes partis bon pied bon œil, il y a seize mois. Et nous avons dit, dans les premières affiches, « Nous sommes pour ! ». Notre idée n'était pas de pousser à la haine, au dégoût, à la dénonciation. Notre idée était de convaincre, pas à pas, qu'on peut vivre autrement. Que les propositions existent, que les moyens de les financer existent. C'est-à-dire faire appel à l'intelligence, à la sensibilité, à la construction de chacun regardant la vie et le monde.

Le peuple Français, nous autres, tous. Tous ceux qui sont là. Nous pensons la vie, nous avons été éduqués, nos parents s'en sont chargés. Ensuite nous sommes allés à l'école. Et depuis, nous nous renseignons, nous regardons des spectacles, nous lisons des livres, nous regardons des films. Nous ne sommes pas une bande d'ignorants que les maîtres pourraient manier.

Et je voudrais dire que pour ma part, mais je n'exprime peut être qu'un sentiment personnel, je suis fatigué de voir un président dire qu'il veut me protéger. Je n'ai pas besoin de lui, je me protège tout seul. Ce n'est pas ça que j'attends de lui ! Ce n'est pas cela que l'on attend d'un président ! D'abord ce n'est pas nous qui avons inventé cette fonction complètement folle, où quelqu'un peut diriger tout seul un pays dans un conseil de défense. Nous, nous croyons aux assemblées, à la discussion. À l'Assemblée nationale, une fois on m'a dit « Quoi ? Vous parlez encore ? ». J'avais un amendement à défendre. Je lui ai dit "Ici cela s'appelle un Parlement monsieur. Le lieu où on parle. Si vous voulez vous taire, restez chez vous !".

Nous avons bien travaillé, et nous allons tous continuer. Toutes les semaines, toutes les semaines il y a trente, quarante réunions avec les députés insoumis. Et puis vous, vous en faites partout ! Et vous, vous avez tous votre petite liste, avec les dix personnes qu'il faut appeler quatre fois pour qu'elles arrivent à comprendre ce qu'on leur dit !

“

Faites barrage dès le premier tour,
en votant pour nous !

”



Hé bien, refaites la liste ! Et n'allez pas vous fâcher avec les gens. Mais, moi je sais ce que je vais continuer à faire. D'abord, la dernière semaine, je vais être présent en hologramme dans onze villes à la fois. Ensuite, nous allons faire un meeting par préfecture. Nous allons faire plein de choses ! Nous allons continuer le travail, et vous aussi. Nous avons besoin de tout le monde. Nous avons besoin des sous, nous avons besoin de ceux qui vont encore rejoindre les groupes d'action. Vous trouvez deux ou trois personnes et vous êtes un groupe d'action ! Parfois vous êtes seuls, alors vous serez un groupe d'action tout seul. Certains sont tellement mauvaises têtes qu'ils ne veulent se mettre avec personne.

Un jour nous étions sur une place, nous étions une dizaine à distribuer des tracts. Et on voit à l'autre bout de la place deux personnes, elles étaient là aussi et elles distribuaient des tracts. On leur demande « Vous êtes qui, vous ? ». « Et bien nous, nous faisons campagne pour Mélenchon ». « Merci, on est au courant, on le connaît ! ». Et on leur dit « Mais vous n'êtes pas un groupe d'action ? ». « Non non non ! Nous on préfère faire ça tout seuls ! ». Faites tout seuls, faites comme vous voulez, mais faites quelque chose !



Et puis il y a la chose que je ne vais pas faire. Il se donnent du mal pourtant, hein ! Ils se donnent du mal. Je ne vais pas répondre aux insultes ! Ça ne m'intéresse pas. Je vous fais confiance, parce qu'à chaque fois vous allez vous renseigner et ceux qui m'insultent se retrouvent comme des ballots, avec trois fois plus lourd sur les genoux qu'il n'y en a sur mes épaules. Je ne répondrai pas, car moi je me comporte d'une manière responsable. Le moment venu, il faudra tous se rassembler. Alors les chefs racontent ce qu'ils veulent. Moi je sais que c'est par la base, par le bulletin de vote, par le rassemblement des braves gens de toutes opinions, que va se faire la victoire.

Parce que la victoire, cette fois-ci, est à portée de main !

Et comment allons-nous faire pour gagner ? Au travail ! Cette fois-ci vous le sentez comme moi, on ne sait pas pourquoi. Telle est la vérité, on ne sait pas pourquoi ! Tout d'un coup, on s'est dit « On va y arriver » ! Et cela s'est répandu de tous les côtés. Partout où je passe les gens me crient qu'on va gagner ! Et moi je veux leur dire : « *mais comment comptez-vous que l'on fasse pour y arriver ?* ». C'est vrai, petit à petit, on voit les courbes des sondages se rapprocher.

Alors moi, l'autre, je veux le voir au deuxième tour. Quel que soit l'autre ! Les deux ! Ils viennent ensemble s'ils le veulent ! Et nous allons parler des choses sérieuses, pas des fantasmes d'argent de l'un et des fantasmes racistes de l'autre. Nous allons parler de la vie ! Des choses qui comptent pour notre existence maintenant, dans ce monde-ci, qu'il faut sauver à temps.

Je vais vous lire quelques vers. Cela fait longtemps que je n'en ai pas lu. C'est Robert Desnos, juste pour vous parler avec cette poésie. J'ai eu une chance incroyable de la trouver. Justement car on parlait entre nous et on s'est dit, « Mais qui a commencé le premier à dire : "ah non mais c'est sûr on va gagner ?" »

Cette petite voix, d'où est-elle partie ? Mais qui était-ce ? On ne sait pas.

-

Une voix, une voix qui vient de si loin
Qu'elle ne fait plus tinter les oreilles,
Une voix, comme un tambour, voilée
Parvient pourtant, distinctement, jusqu'à nous.

Elle ne parle que d'été et de printemps.
Elle emplit le corps de joie,
Elle allume aux lèvres le sourire.
Je l'écoute. Ce n'est qu'une voix humaine
Qui traverse les fracas de la vie et des batailles,
Et vous ? Ne l'entendez-vous pas ?
Elle dit «La peine sera de courte durée»
Elle dit «La belle saison est proche.»
Ne l'entendez-vous pas ?

« La Voix » dans Contrée (1944)

-

Vive la France !
Vive la République !



